



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3468>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1170 - décembre 2015 -

Date de mise en ligne : vendredi 1er avril 2016

Date de parution : décembre 2015

Description :

Jean-Pierre Mon dénonce le peu de fiabilité des statistiques sur le chômage, et rappelle que l'explosion des dettes montre que la "crise" n'est pas finie.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Suppressions d'emplois

UniCrédit, la première banque italienne, va supprimer, d'ici à 2018, 18.200 postes dont 6.000 en Italie. L'opération est déjà commencée. Son directeur général explique que ce plan a pour but de « générer des profits et de distribuer des dividendes » [1]. Le groupe allemand Siemens va supprimer 13.000 postes dont 5.000 en Allemagne (itou). La banque britannique Standard Chartered va se restructurer en supprimant un millier de postes de direction [2]. Dans le cadre d'un « accord global de performance », la société française DCNS, spécialiste de l'industrie navale de défense prévoit de supprimer 1.000 postes [3]. Le groupe nucléaire AREVA prévoit de supprimer 3 à 4.000 emplois dans ses sites français [4].

Le chômage aux É-U

Nous avons souvent insisté sur le peu de fiabilité des statistiques quand il s'agit d'emploi, que ce soit en Amérique ou en Europe [5].

Martin Wolf, éditorialiste économique au Financial Times explique pourquoi les jeunes américains se retirent de la population active : « En 2014, 12% des hommes américains âgés de 24 à 54 ans n'étaient ni employés ni à la recherche d'un emploi. C'est un chiffre proche du taux italien mais beaucoup plus élevé qu'au Royaume-Uni, en Allemagne, en France et au Japon. [...] La performance du marché américain est donc médiocre » [6]. A.B. Krueger [7] l'explique en constatant que de nombreux chômeurs de longue durée ont tout simplement renoncé à chercher du travail. Comment expliquer ça ? « Les attraits de l'oisiveté ne sont pas une explication plausible dans la mesure où les États-Unis proposent le système d'indemnisation le moins généreux de tous les pays à hauts revenus : il n'existe pas en Amérique de salaire minimum élevé capable d'entraver la création d'emplois ou de persuader les travailleurs non qualifiés de renoncer à en chercher[...]. En outre, les États Unis ont le marché du travail le moins régulé de l'OCDE » [6]. Le faible niveau du salaire minimum et le coût élevé des transports rendent inintéressants les emplois faiblement payés. « Ainsi, les jeunes américains sont de plus en plus nombreux à penser qu'ils ne peuvent pas gagner suffisamment bien leur vie sur le marché du travail pour faire vivre une famille » [6]. Comme ils sont de facto exclus de la population active, il n'est pas étonnant que le taux de chômage aux États-Unis soit si faible !

Une crise sans fin

Tout au long de l'année, la dette de la Grèce (170% du PIB) a été montrée du doigt, sans doute parce qu'elle avait un gouvernement qui, bien que démocratiquement élu, ne correspondait aux "normes" de la bienséance européenne. Par contre, on a très peu entendu parler des endettements publics de l'Italie (135%), du Portugal (130%), de la France (97,5%) pas plus que de celui des États- Unis (110%) ou de celui du champion, le Japon, (230% du PIB). On a aussi oublié la dette des ménages et des entreprises qui atteignent 270% du PIB en Irlande et 222% au Danemark. Si l'on cumule les emprunts publics et privés, on constate que le fardeau des pays développés s'est alourdi de 25% de PIB au cours des six dernières années. Ce qui fait dire à l'économiste Michel Aglietta que « le monde est plus endetté qu'avant 2008 et qu'aucune des mesures prises depuis n'a réglé le problème : cela signifie que la crise est loin d'être finie » [8]. Ne nous désespérons pas pour autant : la dette des États a toujours existé (voir Dette, 5.000 ans d'histoire de David Graeber) et n'oublions pas, comme on veut trop souvent le faire croire, qu'un État n'est pas un ménage : il ne rembourse jamais sa dette entièrement, les générations futures n'auront donc jamais à payer l'intégralité des emprunts d'aujourd'hui.

TTIP

Le partenariat trans-pacifique de Coopération économique (TPP) nous donne un avant goût de ses délices. Signé le 5 octobre dernier par douze pays riverains du Pacifique, il est cependant critiqué pour de multiples raisons, dont notamment les généreuses concessions faites à l'industrie pharmaceutique.

Selon Médecins Sans Frontière, le TPP passera à la postérité comme le pire accord commercial qu'aient pu signer les pays en voie de développement en ce qui concerne l'accès aux médicaments. Le TPP étend en effet la durée des brevets des médicaments de marque ("médicaments princeps") ce qui retarde d'autant l'entrée des génériques sur leurs marchés et provoque automatiquement une augmentation des prix des médicaments.

Qui plus est, le TPP a imposé l'obligation de respecter les brevets couvrant les médicaments de marque à des pays qui jusque-là en étaient dispensés. Ce sera désormais le cas du Pérou, du Vietnam, de la Malaisie et du Mexique, qui devront donc payer leurs médicaments plus cher pendant plus longtemps.

D'autres pays comme le Canada verront les prix de leurs médicaments augmenter. Ironie du sort, on apprenait le jour même de la signature du TPP que parmi les trente premières entreprises américaines qui placent leurs avoirs dans des paradis fiscaux, neuf sont des entreprises pharmaceutiques dont Pfizer (74 milliards de dollars) et Merck (60 milliards)...

[1] Le Monde, Economie et Entreprise, 13/11/2015

[2] Le Monde, Economie et Entreprise, 12/10/2015

[3] Le Monde, Economie et Entreprise, 13/10/2015

[4] Le Monde, Economie et Entreprise, 30/10/2015

[5] Voir notamment GR 1168, octobre 2015

[6] Le Monde, Economie et Entreprise, 12/11/2015

[7] Professeur à l'université de Princeton, ancien président du Conseil des conseillers économiques du président des É-U.

[8] Le Monde, Economie et Entreprise, 22/9/2015